

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/219

18 juin 1997

(97-2493)

Original: anglais

DENONCIATION DES NOUVELLES ACTIONS MENEES PAR LE CONGRES DES ETATS-UNIS CONTRE CUBA

Communication de Cuba

Le Ministre des affaires étrangères cubain a fait parvenir au Directeur général la communication ci-après, datée du 2 juin 1997, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres de l'OMC.

Dans le contexte de l'affaire l'opposant aux Etats-Unis que la Communauté européenne a soumise à l'Organe de règlement des différends, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la "dénonciation des nouvelles actions menées par le Congrès des Etats-Unis contre Cuba" formulée par le gouvernement de la République de Cuba le 29 mai 1997.

Notre gouvernement considère que vous devez être informés, de même que tous les Etats Membres de notre Organisation, des préoccupations des autorités cubaines quant à certaines initiatives particulièrement préjudiciables qui sont à l'étude au Congrès des Etats-Unis et ont déjà été approuvées par la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants et qui, si elles étaient converties en lois, constitueraient de nouvelles violations flagrantes, tant des dispositions-clés de l'OMC que des principes et normes fondamentaux du droit international en général.

Non seulement ces initiatives témoignent de manière encore plus nette de la volonté d'ingérence dans les affaires internes de Cuba que manifestait la Loi Helms-Burton mais encore elles soulignent l'intention des Etats-Unis de faire valoir de manière extraterritoriale leur législation au mépris du pouvoir souverain de tous les autres Etats.

Ces actions démontrent en outre la fragilité de l'arrangement auquel les "parties" sont arrivées à ce sujet il y a quelques semaines et dont l'opinion publique internationale a été informée, puisque certaines d'entre elles sont à l'évidence destinées à empêcher la concrétisation de cet arrangement.

Le 6 mai dernier, la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants du Congrès des Etats-Unis a adopté dix projets d'amendement visant à renforcer le blocus contre Cuba et à encourager la subversion dans ce pays. Certains de ces amendements complètent la Loi Helms-Burton et d'autres modifient des dispositions antérieures, mais tous peuvent être considérés comme une nouvelle expression de la politique d'agression à l'égard de Cuba qui caractérise la Loi Helms-Burton.

Les articles approuvés sont inclus en tant qu'amendements de la Loi sur la réforme du service extérieur. Cette loi prévoit des ressources pour l'aide étrangère, le budget du Département d'Etat et d'autres programmes internationaux ainsi que la restructuration du service extérieur des Etats-Unis. Sur les dix textes adoptés - dont les principales caractéristiques sont reprises en annexe - plusieurs complètent la Loi Helms-Burton et d'autres modifient des dispositions antérieures mais, pris ensemble, ils sont le signe d'une hostilité accrue et d'intentions interventionnistes exacerbées par rapport à celles dont témoignait déjà la Loi Helms-Burton.

Quatre facteurs importants ont été recensés à cet égard. Premièrement, le secret dans lequel le processus s'est déroulé, même au Congrès lui-même, où plusieurs législateurs concernés par la question cubaine ne savaient même pas que les textes avaient été approuvés. La presse, sauf pour ce qui concerne l'Agence internationale de l'énergie atomique, est restée totalement silencieuse à ce sujet. Deuxièmement, l'intention de maintenir constamment l'administration sur la défensive en exigeant la présentation de rapports périodiques, ce qui réduit la marge de manoeuvre déjà étroite qu'elle avait en ce qui concerne sa politique à l'égard de Cuba. Troisièmement, les contradictions avec l'arrangement conclu avec l'Union européenne, y compris la promesse faite par les Etats-Unis de chercher à faire modifier la Loi Helms-Burton pour lui donner une plus grande flexibilité, et en particulier le chapitre IV. Quatrièmement, et dans le même ordre d'idées, le message clair qui est adressé, à savoir que les promoteurs de la loi ne sont pas prêts à accepter son assouplissement et ne sont disposés à la modifier que pour en accroître le caractère agressif et en élargir l'application extraterritoriale.

La tactique du silence, à laquelle a déjà recouru le groupe de pression anticubain, facilite l'approbation finale des amendements, car ceux qui pourraient y opposer des arguments seront mis devant le fait accompli une fois que ces amendements auront été approuvés aux divers niveaux du processus législatif laborieux du Congrès.

Par ailleurs, les législateurs anticubains se vantent déjà de travailler à une nouvelle initiative qui visent à étendre les effets de la Loi Helms-Burton en permettant la perception aux Etats-Unis de taxes à l'égard des sociétés de pays tiers qui ont des liens commerciaux avec Cuba et prévoit que ceux qui ne respecteraient pas les dispositions en question seraient poursuivis auprès de tribunaux américains.

Deux autres projets de loi élaborés par la Commission des affaires étrangères, qui visent à renforcer la Loi Helms-Burton en ce qui concerne le pouvoir du Président des Etats-Unis d'appliquer des "dérogations" pour les prescriptions juridiques énoncées au chapitre III, ont aussi été présentés. L'un d'eux élimine totalement ce pouvoir à compter de juin 1997; l'autre continue de l'autoriser à condition que les partenaires commerciaux des Etats-Unis remplissent sept conditions spécifiques, y compris le retrait de toute contestation présente ou future de la Loi Helms-Burton auprès de l'OMC. Les autres conditions ont elles aussi un caractère extraterritorial et violent la souveraineté des pays tiers.

Le but de ces nouvelles actions est de renforcer encore l'offensive de Washington contre Cuba en accroissant le contrôle déjà exercé par le Congrès sur la prise de décision concernant la politique des Etats-Unis à l'égard de notre pays. Si elles aboutissent, ces initiatives ajouteraient au caractère offensif des effets extraterritoriaux déjà imposés à l'égard de l'Europe et du reste du monde et ne laisseraient absolument aucune possibilité aux administrations actuelle et futures de modifier la politique en question.

Pour autant que nous le sachions, l'administration n'a pas encore réagi à ces mesures du Congrès et il n'y a pas eu non plus de réaction au sujet du respect des engagements pris par les Etats-Unis à l'égard de ses alliés.

Cuba dénonce cette situation devant la communauté internationale car elle est une fois de plus la preuve de l'arrogance et du caractère hégémonique de la politique extérieure des Etats-Unis, qui s'exerce au mépris des principes fondamentaux de la coexistence internationale, consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

La politique à l'égard de Cuba que les Etats-Unis tentent de faire aussi appliquer par d'autres sous des prétextes fallacieux représente aujourd'hui le danger le plus important et le plus réel auquel est confrontée la souveraineté de tous les Etats.

ANNEXE

Articles amendés de la Loi HR-1486
Loi sur la réforme de la politique extérieure

1. Article 308: Retrait par les Etats-Unis de leur assistance aux pays qui aident le gouvernement cubain

Cet article définit plus en détail ce que les Etats-Unis entendent par "effectuer des opérations commerciales non régies par les lois du marché" avec le gouvernement cubain, renforce les restrictions imposées par le titre I de la Loi Helms-Burton et accroît les limitations au commerce avec notre pays.

Il prévoit que, dans les 180 jours après la date d'adoption de la loi, le Président retirera l'assistance du pays à tout gouvernement qui octroie une aide économique ou une aide en matière de développement ou de sécurité pour des opérations commerciales non régies par les lois du marché ou qui se livre à de telles opérations.

2. Article 506: Montants disponibles pour la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba et la Loi de 1992 pour la démocratie à Cuba

Cet article prévoit l'affectation de "pas moins" de 2 millions de dollars en 1998 puis en 1999, pour la promulgation de ces deux lois, fonds qui serviront dans une large mesure à financer des groupes contre-révolutionnaires qui préconisent la subversion.

3. Article 513: Condition concernant l'assistance à la Fédération de Russie

Cet article pose comme condition de l'octroi d'une assistance à la Fédération de Russie que celle-ci s'abstienne d'aider Cuba dans le domaine nucléaire. Pour pouvoir accorder l'assistance, le Président doit établir (et faire rapport à ce sujet au Congrès) que la Fédération de Russie a mis fin à toute coopération officielle avec Cuba et a pris toutes les mesures voulues pour empêcher la coopération dans le cadre du projet Juragua et les transferts de produits et de technologies à ce titre.

4. Article 577: Retrait de l'assistance aux pays qui fournissent des combustibles nucléaires à Cuba

Cet article prévoit le retrait des montants affectés à tout pays qui, à l'avenir, vendra des combustibles nucléaires à Cuba pour un montant égal à la valeur globale des combustibles nucléaires, de l'aide connexe et des crédits fournis par ce pays à Cuba.

5. Article 705: Assistance locale aux groupes de défense des droits de l'homme à Cuba

Cet article modifie l'article 109 de la Loi Helms-Burton en y ajoutant des spécifications formelles en vue d'une meilleure utilisation des fonds à ces fins. Il établit un processus de certification par le services des intérêts américains à La Havane, qui habilite le représentant des Etats-Unis à contrôler les activités illégales.

6. Article 1106: Programmes d'information et programmes éducatifs et culturels des Etats-Unis

Cet article prévoit plus de 22 millions de dollars EU en 1998 et 1999 pour le programme de radio et télédiffusion destiné à Cuba.

7. Article 1261: Rapports au Congrès sur les politiques concernant l'émigration des Cubains

Cet article précise que le Secrétaire d'Etat établira tous les six mois un rapport sur l'exécution des accords en matière de migrations conclus entre les Etats-Unis et Cuba en septembre 1994 et en mai 1995. Ainsi, le Congrès est habilité à surveiller l'un des rares domaines qui relèvent de l'Exécutif.

8. Article 1412: Pouvoirs du Conseil des gouverneurs de l'Organisme de radiodiffusion

Il introduit un élément technique formel dans la Loi sur la radiodiffusion internationale des Etats-Unis en ce qui concerne les émissions de Marti radio et télévision destiné à Cuba.

9. Article 1705: Rapports sur les déterminations au titre du titre IV de la Loi sur la liberté

Cet article modifie l'article 401 de la Loi Helms-Burton en vue d'accroître les contrôles, de manière à refuser l'octroi de visas à ceux qui font le trafic de biens expropriés. Le Secrétaire d'Etat présentera tous les trois mois un rapport détaillé sur la mise en oeuvre du titre IV, en donnant une liste de données sur les personnes ayant fait l'objet de sanctions et en indiquant les paragraphes qui doivent être considérés comme confidentiels ou non.

10. Article 1709: Programmes ou projets de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Cuba

Cet article dispose que les contributions des Etats-Unis à l'AIEA ne seront autorisées que si celle-ci met fin à son assistance à Cuba, indique que le Secrétaire d'Etat s'oppose à de tels projets dans notre pays, et prévoit la présentation de rapports annuels sur cette question au Congrès.